



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 6 au 20 mars 2026

Zoom : retour sur la mission du MEDEF International au Paraguay sur fond d'Assemblées annuelles de la Banque interaméricaine de développement (BID)

Le MEDEF International, avec l'appui de l'Ambassade de France au Paraguay, de la Chambre de Commerce et d'industrie Franco-Paraguayenne et du SER de Buenos Aires, a conduit une délégation d'une douzaine d'entreprises à Asunción du 11 au 13 mars. Première mission organisée au Paraguay depuis près de trente ans, elle témoigne de l'intérêt croissant des entreprises françaises pour ce marché en forte croissance, porté par des fondamentaux macroéconomiques solides et des perspectives de développement importantes, notamment dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie.

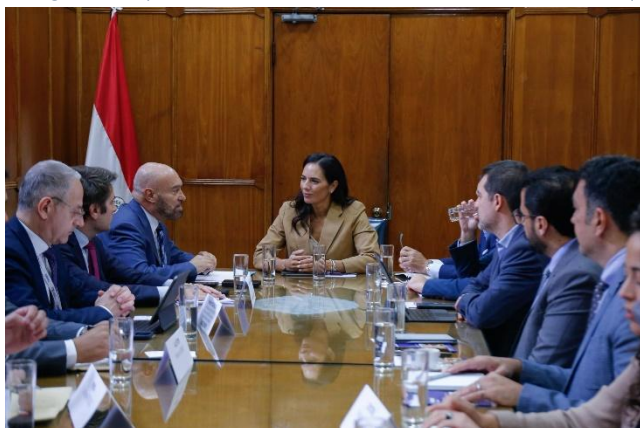
LE CHIFFRE A RETENIR

+3,7 %

Taux de croissance annuel
moyen du PIB du Paraguay
sur les 20 dernières années

La délégation a été reçue par les ministres des Travaux publics et des Communications, Claudia Centurión, ministre de l'Industrie et du Commerce, Javier Giménez, et par le vice-ministre de l'Économie, Felipe González. Les entreprises ont rencontré les principaux opérateurs publics du secteur énergétique et des infrastructures, en particulier l'Administración Nacional de Electricidad (ANDE), Ferrocarriles del Paraguay (FEPASA) et l'Entidad Binacional Yacyretá. Ces échanges ont permis de préciser les priorités de développement du pays, notamment en matière de modernisation des infrastructures de transport et de valorisation d'une énergie compétitive et renouvelable. Les entreprises ont par ailleurs pu échanger avec la communauté d'affaires locale, à travers des présentations du cadre des affaires par l'agence de promotion des investissements REDIEX et l'Unión Industrial Paraguaya (UIP), ainsi qu'à l'occasion de rencontres B2B avec des entreprises paraguayennes. Ces séquences ont permis d'identifier des opportunités de coopération concrètes, notamment dans les secteurs des transports, de l'énergie et des services associés.

En marge du programme principal, la délégation a participé à certaines sessions des Assemblées annuelles de la Banque interaméricaine de développement (BID), au cours desquelles les autorités paraguayennes ont mis en avant leur volonté de mobiliser les institutions financières internationales pour accompagner le financement des infrastructures et des projets productifs, en complémentarité avec le secteur privé. Les échanges ont également souligné l'importance croissante des minéraux critiques dans la stratégie de développement régionale, avec le



lancement de l'initiative « IDB LAC Minerals », soutenue notamment par une contribution japonaise de 20 M USD. L'événement a en outre attiré de nombreuses délégations d'entreprises internationales, illustrant l'intérêt accru pour les opportunités d'investissement au Paraguay et dans la région.

Il a enfin été marqué par une intervention du président Santiago Peña consacrée à l'accord UE–Mercosur, présenté comme un levier structurant pour le développement économique du pays. Cette intervention s'est tenue aux côtés des ministres des affaires étrangères uruguayen, brésilien et paraguayen, ainsi que d'un représentant du ministère argentin de l'Économie, dans la ville même où l'accord avait été signé avec la Commission européenne en janvier 2026.

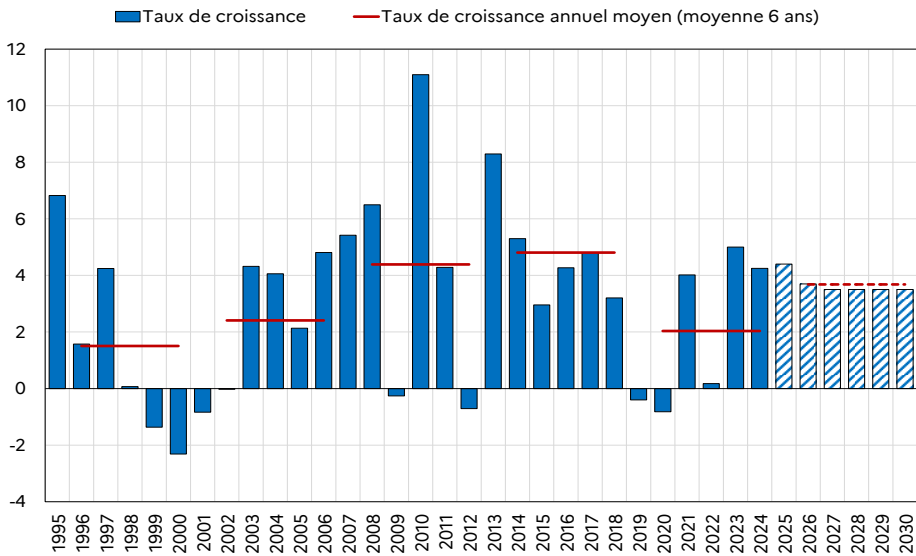
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel*	2025	4,5%	2,5%	4,4%	2,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)*	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)*	2025	-1,2%	-2,5%	-3,5%	-1,4%
Dette publique (% du PIB)*	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère*	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dette extérieure (% du PIB)*	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	6,6%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	10,0%	3,0%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	7,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	4,0%	2,0%	3,7%	2,4%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,3%	3,5%	2,3%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2024	632	330	44	81
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	CCC+/ CCC+/ Caa1	A/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires
Dernière mise à jour : 24/02/2026
*: estimations préliminaires

Graphique de la semaine

Paraguay – taux de croissance du PIB réel (%) et prévisions



Sources : FMI, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Effet contrasté du conflit au Moyen-Orient sur l'économie argentine

Selon différents analystes économiques, le conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des conséquences contrastées sur l'économie argentine.

Au plan commercial, un renchérissement du cours des hydrocarbures (et plus globalement des matières premières type soja, maïs, ...) pourrait améliorer les termes de l'échange de l'Argentine et stimuler ses exportations, le pays étant un exportateur net d'énergie (excédent énergétique robuste de 7,8 Md USD en 2025), porté par l'essor du gisement de *Vaca Muerta*. Ces exportations additionnelles pourraient améliorer la balance commerciale, de stimuler les entrées de devise et de faire pression à l'appréciation sur le peso. Plus globalement, l'Argentine pourrait également s'imposer comme un fournisseur alternatif d'hydrocarbures. Cependant, l'explosion des prix du GNL sur le marché mondial pèse aussi sur les coûts d'importation du pays, nécessaires pour combler les pics de consommation durant l'hiver 2026.

S'agissant de l'inflation, le renchérissement du cours baril au niveau international pourrait peser sur les prix à la pompe au niveau national, et rendre plus difficile la poursuite du processus désinflationniste (déjà en difficulté ces derniers mois, cf. *infra*), impactant ainsi le salaire réel et une consommation des ménages qui reste atone. Depuis le début du conflit, le prix des combustibles a déjà augmenté de près de 9 %.

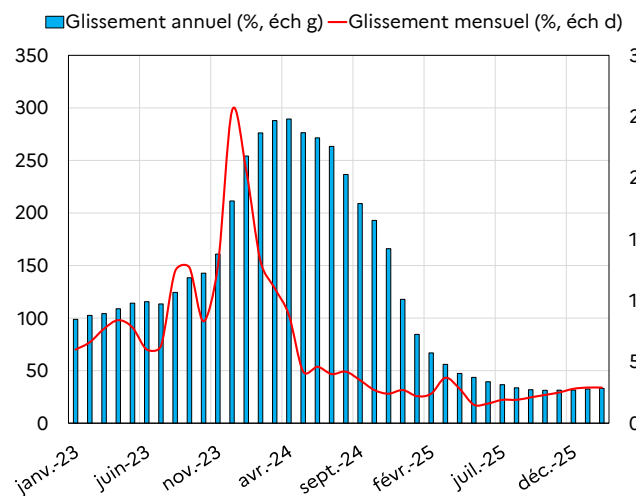
Enfin, sur le volet financier, un renchérissement prolongé des prix de l'énergie aux États-Unis pourrait conduire la FED à augmenter ses taux directeurs (ou à modérer le rythme d'assouplissement). Cette politique, couplée à une aversion au risque croissante, freinerait les flux de capitaux à destination des pays émergents. L'Argentine, avec un risque pays qui peine à reculer ces dernières semaines, et qui reste à 587 pts au 17/03, est particulièrement exposée et pourrait voir sa balance des paiements et sa devise fragilisés.

L'inflation demeure élevée à +2,9 % en glissement mensuel en février

Le taux d'inflation s'est établi à +2,9 % en g.m. en février, soit un niveau inchangé par rapport à janvier, mais au-delà des attentes du consensus de marché (+2,7 %). En variation annuelle, le taux d'inflation a atteint +33,1 % (après +32,4 % en janvier), soit un quatrième mois consécutif de hausse. En variation mensuelle, l'inflation sous-jacente a augmenté de +0,5 pp et l'inflation des services de +0,9 pp (à respectivement +3,1 % et +4,0 %). L'inflation des biens a, de son côté, diminué de -0,5 pt à +2,3 %. En février, l'accélération des prix a ainsi été tirée par les postes loyers / eau / énergie (+6,8 % g.m.) sous l'effet d'ajustements tarifaires sur l'électricité et le gaz, et par l'alimentation (+3,3 % g.m.), notamment portée par la hausse des prix de la viande (+6,6 % g.m.).

Graphique :

Persistance de l'inertie inflationniste



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Les pressions inflationnistes demeurent contenues par une série de facteurs, parmi lesquels :

i) l'équilibre budgétaire (excédent de +0,2 % du PIB en 2025), qui empêche la monétisation du déficit, ii) une politique monétaire restrictive – bien qu'orientée à l'assouplissement – via un haut niveau de réserves obligatoires à détenir à la BCRA pour les banques commerciales, iii) un peso particulièrement robuste (qui oscille en nominal autour des 1400 ARS/USD), en dépit du contexte international et du renchérissement de l'USD au niveau mondial. Compte tenu d'une inflation toujours élevée, le peso s'apprécie fortement en terme réel depuis le T4 2025, freinant certes

l'inflation importée mais pesant sur la compétitivité des secteurs les plus exposés à l'ouverture internationale (notamment l'industrie), avec des risques considérables sur l'emploi, iv) une consommation des ménages atone, fruit de salaires nominaux qui progressent à un rythme inférieur à l'inflation ces derniers mois (en particulier dans le secteur public), entamant le pouvoir d'achat des ménages : en décembre 2025, le salaire réel des travailleurs du secteur formel reste ainsi inférieur de 1,5 % à son niveau de novembre 2023.

Le consensus de marché a revu à la hausse ses prévisions d'inflation, tablant désormais sur un taux d'inflation à +26,1 % g.a. en décembre 2026, contre +22,4 % lors de la précédente enquête. Au-delà de la surprise à la hausse de l'inflation de février, cette révision peut s'expliquer par le déclenchement du conflit au Moyen-Orient et l'impact sur le cours des hydrocarbures. Plusieurs études estiment qu'une hausse du prix des combustibles de +10 % entraîne une hausse de l'inflation de +0,3 pp à +0,4 pp.

Argentina Week : investissements annoncés dans les mines et l'énergie

Organisée à New York par l'ambassade d'Argentine, les banques JP Morgan et Bank of America, l'Argentina Week visait à positionner le pays comme une destination d'investissement crédible auprès des acteurs de Wall Street. L'événement a réuni 400 participants autour de panels sectoriels (énergie, mines, agro-industrie, technologie, finance) et de nombreuses réunions bilatérales avec les autorités économiques. Dans son discours d'ouverture, le président Javier Milei a cherché à rassurer sur la cohérence du cap économique, en mettant en avant la stabilisation macroéconomique (réduction du déficit, désinflation) et en réaffirmant les piliers de sa stratégie : discipline budgétaire, respect du droit de propriété, honneur des engagements financiers et poursuite des réformes de dérégulation et d'ouverture. Il a insisté sur le potentiel des secteurs clés (énergie, mines, agro-industrie, économie du savoir) et sur l'objectif de faire de l'Argentine « le pays le plus libre du monde ». Si le message a été bien accueilli, les analystes ont relayé certaines interrogations persistent sur la soutenabilité politique des réformes et la prévisibilité du cadre à moyen terme.

Cependant, plus de 16,15 Md USD d'annonces d'investissement ont été mises en avant, dans les secteurs extractifs. Les hydrocarbures non conventionnels, les infrastructures gazières et les grands projets miniers – en particulier le cuivre – concentrent l'essentiel des montants. Parmi les projets structurants figurent un investissement d'environ 3 Md USD de TGS pour les liquides de gaz naturel de Vaca Muerta, une demande d'adhésion au RIGI par Pampa Energía pour un projet pétrolier de 4,5 Md USD à Rincón de Aranda, ainsi que le projet cuprifère Taca Taca de First Quantum (5,25 Md USD). Ces projets offrent des perspectives rapides en matière d'exportations (jusqu'à 1,2 Md USD par an pour TGS) et d'emplois (4 000 en construction et 2 000 en exploitation pour Taca Taca), et confirment le rôle central de Vaca Muerta et du cuivre dans la stratégie d'attractivité et de génération de devises du pays.

Annonce un investissement de 1,17 Md USD de Rio Tinto dans le lithium

L'entreprise minière anglo-australienne Rio Tinto a annoncé avoir obtenu un financement de 1,175 Md USD auprès de 4 bailleurs internationaux — la Société financière internationale (SFI), IDB Invest, Export Finance Australia et la Banque japonaise pour la coopération internationale — pour soutenir le développement du projet de lithium Rincón, situé dans la province de Salta. Ce financement doit contribuer au développement d'un projet total de 2,5 Md USD, visant une capacité annuelle d'environ 60 000 tonnes de carbonate de lithium qualité batterie. Rio Tinto a également indiqué que la construction de l'usine avait débuté l'an dernier, avec une première production attendue en 2028, avant une montée en puissance sur trois ans.

Au-delà du financement lui-même, cette opération renforce la crédibilité du projet Rincón et confirme la capacité du lithium argentin à mobiliser des financeurs multilatéraux et bilatéraux sur des montants élevés. Elle constitue un signal favorable pour l'ensemble de la filière lithium du nord-ouest argentin, en montrant que les projets les plus avancés peuvent désormais entrer dans une phase plus concrète d'exécution industrielle et d'exportation.

CHILI

Le conflit au Moyen-Orient pourrait peser sur l'activité au Chili en 2025

Selon les analystes, la situation au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormouz font peser des risques sur l'économie chilienne, dont l'ampleur dépendra notamment de la durée du conflit. En tant que pays deuxième importateur de pétrole brut d'Amérique latine derrière le Brésil, le Chili est exposé à la hausse des prix de l'énergie. Il figure parmi les économies les plus ouvertes d'Amérique latine, et devrait être affecté par les tensions renouvelées pesant sur le commerce international. Un ralentissement de l'économie chinoise, son principal partenaire commercial et premier pays importateur de pétrole iranien, pourrait se traduire par une moindre demande de cuivre, principal produit d'exportation chilien, et peser sur la balance commerciale du pays.

Les répercussions de la guerre sur les marchés financiers chiliens ont été immédiates. Le principal indice boursier chilien (IPSA) a enregistré un recul marqué de près de 8 % dans les quatre jours ayant suivi le déclenchement du conflit, avant d'amorcer un redressement partiel à la mi-mars, porté par les anticipations entourant l'investiture du président Kast. En parallèle, et après plusieurs mois de nette appréciation liée à la bonne dynamique du cours du cuivre, le taux de change peso chilien/dollar a atteint, le 6 mars, son plus bas niveau depuis le début de l'année dans un contexte marqué par l'appréciation du dollar au niveau mondial.

Si l'inflation semblait maîtrisée depuis des mois (2,8 % en g.a. en janvier puis 2,4 % en février), une hausse durable du prix du baril pourrait exercer des pressions haussières significatives. Une étude récente de la Banque centrale soulignait que les foyers chiliens les plus aisés sont, dans un premier temps, les plus exposés aux chocs pétroliers, en raison du poids plus élevé des dépenses de transport dans leur consommation globale. Toutefois, si le renchérissement de l'énergie venait à se prolonger et à se diffuser dans l'économie, notamment via les prix alimentaires, ce sont les ménages à revenus faibles et intermédiaires qui pourraient être les plus affectés.

L'inflation pourrait peser sur l'activité et compromettre le cycle d'assouplissement monétaire engagé par la Banque centrale, au

risque de freiner l'investissement et la demande intérieure. Dans un rapport interne, Goldman Sachs revoit à la hausse ses prévisions d'inflation pour le Chili à 3,5 % en 2026, contre 2,8 % auparavant et à la baisse la prévision de croissance (2,3% vs 2,5%). Cette crise pourrait représenter un défi d'envergure pour le gouvernement du nouveau président Kast, entré en fonctions le 11 mars, et qui a fait de la bonne gestion fiscale un des axes forts. Le président a notamment annoncé des propositions à venir sur le principal mécanisme de stabilisation du prix des carburants (Mepco), qui pourrait engendrer un coût budgétaire massif en cas de hausse prolongée des prix du pétrole.

En dépit du repli du secteur minier, l'économie chilienne confirme son dynamisme en 2025

La Banque Centrale du Chili (BCCh) a confirmé, dans son rapport sur les comptes nationaux publié le 18 mars, la bonne dynamique de l'économie chilienne en 2025, révisant à cette occasion à la hausse de 0,2 point les taux de croissance de 2023 (0,7 %) et de 2024 (2,8 %). La croissance du PIB s'est établie à 2,5 % en 2025 portée par la hausse significative de l'investissement (+7 % après une diminution de 1,6 % en 2024). Après avoir constitué l'une des principales causes de la croissance atone en 2023, la consommation des ménages confirme sa reprise enregistrant une hausse de 2,7 %.

En outre, selon la BCCh, les flux d'investissements directs étrangers au Chili se sont établis à 14,2 Mds USD en 2025, en progression de 13,0 % par rapport à l'année 2024 (12,5 Mds USD). Ce rebond confirme la bonne dynamique des investissements étrangers au Chili depuis la sortie du Covid (16,2 Mds USD par an en moyenne entre 2021 et 2024).

Le repli de l'activité minière a constitué un frein au dynamisme de l'économie chilienne, le PIB du secteur ayant diminué de 1,3 % en 2025. La production nationale de cuivre a reculé de 1,6 %, atteignant 5,4 millions de tonnes de cuivre fin, soit le troisième volume le plus bas de la dernière décennie. Ce recul s'explique par de moindres teneurs en minerai, des restrictions hydriques et des difficultés opérationnelles dans plusieurs grandes exploitations. L'accident survenu fin juillet 2025 à la mine El Teniente de l'entreprise publique Codelco, qui a entraîné une suspension prolongée des opérations, a fortement pesé sur les résultats du second semestre.

Le gouvernement Kast veut réduire les dépenses et débloquer les projets d'investissements dès 2026

Le gouvernement du nouveau président José Antonio Kast, entré en fonction le 11 mars, a fait de la consolidation budgétaire sa priorité immédiate. Le 16 mars, le ministre des finances Jorge Quiroz a signé une circulaire imposant à chaque ministère une réduction de 3 % de son budget. Avec les coupes complémentaires attendues, l'effort total atteindrait environ 4 Md de dollars en 2026, première étape d'un objectif de 6 Md sur 18 mois. En outre, le 11 mars, le président chilien a pris un décret ordonnant un audit général des ministères et institutions publiques, dont les conclusions sont attendues sous six mois. Si le déficit structurel a atteint en 2025 son plus haut niveau depuis la pandémie de Covid (environ 2,8 % du PIB), la trajectoire des finances publiques chiliennes reste toutefois maîtrisée et le niveau d'endettement limité (41,7 % du PIB).

Dans le projet de loi de « Reconstruction Nationale » post-incendies présenté le 14 mars par le ministre des Finances Jorge Quiroz, il a aussi intégré l'une de ses principales promesses de campagne soit la baisse de l'impôt sur les sociétés de 27 % à 23 %. Le projet de loi en question consacre par ailleurs 400 000 millions de pesos chiliens au financement de la reconstruction des zones touchées par les incendies de janvier 2026 dans les régions de Ñuble et Biobío, ainsi qu'à la poursuite des travaux restants après les incendies de la région de Valparaíso en 2024. Le texte prévoit également un abaissement de la TVA à 0 % sur le logement pendant douze mois pour en faciliter l'accès.

Pour favoriser l'investissement, un décret du 11 mars a fixé des délais contraignants pour la résolution de 51 recours pendants dans le système d'évaluation environnementale (SEIA). D'après l'administration chilienne, la mesure pourrait débloquer 16 Md USD d'investissements dans des projets ayant déjà obtenu leur autorisation environnementale mais bloqués par des recours administratifs. Le gouvernement Kast a aussi demandé le retrait de 43 décrets environnementaux déposés sous l'administration Boric, couvrant notamment des réglementations sur le changement climatique, la création de parcs nationaux et des plans de décontamination. Cette décision a suscité une vive opposition de la part

d'organisations environnementales et de scientifiques.

Enfin, le Chili et les États-Unis ont signé le 12 mars une déclaration conjointe ouvrant des consultations sur les minerais critiques et les terres rares. L'accord porte sur l'identification de projets conjoints, le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'exploration de mécanismes de financement. Une première ronde de consultations techniques devrait se tenir fin mars entre les deux parties.

PARAGUAY

Ratification de l'accord UE-Mercosur

Le Paraguay est devenu, le 17 mars 2026, le dernier membre fondateur du Mercosur à finaliser sa procédure de ratification de l'accord commercial avec l'Union européenne. Le texte a été approuvé à l'unanimité par les 58 députés présents, après avoir déjà reçu le feu vert du Sénat paraguayen le 4 mars. Quelques jours auparavant, Asunción avait par ailleurs accueilli une conférence consacrée à la mise en œuvre de l'accord dans le cadre des Assemblées annuelles de la BID, réunissant autorités du Mercosur, représentants européens, secteur privé et banques de développement.

Cette séquence confirme une volonté régionale de se positionner rapidement comme bénéficiaire de la nouvelle architecture commerciale euro-sud-américaine. Pour le Paraguay, l'accord ouvre une perspective de montée en gamme et de diversification dans des secteurs explicitement mis en avant lors de la réunion d'Asunción, tels que l'agrobusiness, l'énergie, l'industrie manufacturière, les minéraux critiques et les services fondés sur la connaissance. À plus long terme, l'enjeu sera de convertir cette ouverture commerciale en capacités exportatrices supplémentaires et en investissements productifs, dans un contexte où le pays cherche à dépasser son profil d'exportateur primaire.

Financement de 420 M USD pour un projet d'engrais à hydrogène vert

L'entreprise d'origine britannique Atome a obtenu un financement de 420 M USD, coordonné par BID Invest, pour la construction d'une usine d'engrais azotés à hydrogène vert à Villeta. L'investissement,

annoncé en marge des assemblées annuelles de la Banque interaméricaine de développement (BID) à Asunción, s'intègre dans le cadre d'un projet estimé à 650 M USD. L'usine devra produire 260 000 à 262 000 tonnes par an de nitrate d'ammonium calcique à faible intensité carbone, à partir de l'électricité d'origine hydraulique du Paraguay. Le financement, principalement sous forme de dette, associe BID Invest, la Société financière internationale, la Banque européenne d'investissement, la banque de développement néerlandaise FMO et le Fonds vert pour le climat.

Cet engagement s'inscrit dans une stratégie de valorisation de l'avantage énergétique paraguayen pour le développement d'activités industrielles. Le projet repose sur l'utilisation d'électricité renouvelable domestique pour la production d'engrais azotés, avec une orientation vers le marché régional du Mercosur. Il pourrait contribuer à atténuer une dépendance régionale aux importations de fertilisants supérieure à 90 %, tout en participant à la diversification productive du pays. Il devrait également générer plus de 1 200 emplois durant la phase de construction et près de 200 emplois qualifiés en exploitation.

Le Congrès adopte une réforme du régime public de retraites

Le Congrès paraguayen a adopté la réforme du régime public de retraites dans une version plus restreinte que celle initialement portée par l'exécutif. Le texte prévoit une contribution immédiate de l'État à hauteur de 10 % et relève les cotisations de 16 % à 19 % pour les régimes déficitaires. Toutefois, son impact budgétaire s'avère limité : le Ministère de l'Économie et des Finances estime que la réforme ne réduirait le déficit du système de retraite public que de 21 % en cinq ans, soit 165 M USD d'économies, loin de l'objectif initial de 62 % et 490 M USD. À cet horizon, le déficit resterait ainsi de 631 M USD, soit 1,1 % du PIB. Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé une gestion de type « économie de guerre », avec des plafonds mensuels de dépense plus stricts, afin de compenser un manque à gagner de 550 à 600 M USD lié à l'appréciation du guarani et à des recettes moins dynamiques.

Malgré ces ajustements, cette séquence confirme la priorité donnée à la discipline budgétaire. Le gouvernement maintient sa cible de déficit public à 1,5 % du PIB en 2026, conformément à la loi de

responsabilité budgétaire. Après un déficit de 4,1 % du PIB en 2023, le solde budgétaire a été ramené à 2,0 % du PIB en 2025. Cette rigueur continue de soutenir la crédibilité souveraine du Paraguay : S&P a relevé la note du pays à BBB- (avec perspective stable) en décembre 2025 et Moody's a confirmé la note Baa3 (avec perspective stable) en janvier 2026. Par ailleurs, la dette publique restait limitée à 36,4 % du PIB en janvier 2026, un niveau faible à l'échelle régionale. Cette trajectoire s'est accompagnée d'une baisse progressive de la prime de risque du pays à 118 points de base à fin février 2026, l'un des niveaux les plus faibles de la région.

Investissement de 165 M USD dans la filière forêt-cellulose

IDB Invest a approuvé un financement de 165 M USD en faveur de Paracel, dans le cadre d'un projet présenté comme le plus grand investissement privé de l'histoire du Paraguay. L'opération vise à financer des infrastructures essentielles (port fluvial, lignes de transmission, accès routiers et logistique) nécessaires au développement du pôle industriel et de la future usine de pâte à papier, située dans le département de Concepción. Le projet s'appuie sur une base forestière déjà constituée, avec plus de 200 000 hectares et plusieurs dizaines de millions d'arbres plantés, et bénéficie d'avantages compétitifs tels qu'un accès à une électricité renouvelable abondante, un régime de zone franche et une insertion logistique vers les marchés régionaux. Selon IDB Invest, il devrait générer environ 7 000 emplois directs et indirects.

Cette opération confirme l'émergence d'un axe de diversification productive au Paraguay, au-delà des filières agricoles traditionnelles. Le projet Paracel s'inscrit dans une chaîne de valeur intégrée, associant production forestière, infrastructures logistiques, transformation industrielle et exportation. Il participe à la structuration d'un premier pôle industriel fondé sur la foresterie durable et confirme la capacité du pays à attirer des projets industriels de grande envergure appuyés par des partenaires internationaux.

Lancement d'un projet de loi en faveur de la compétitivité

Le gouvernement a présenté un projet de loi sur la compétitivité et l'innovation articulé autour de quatre volets : commerce extérieur, concurrence, innovation et simplification des démarches. Le texte, qui doit être transmis au Parlement d'ici au 31 mai, s'inscrit dans un agenda plus large de réformes visant à améliorer l'agilité de l'économie et à réduire les coûts opérationnels des entreprises. Il prévoit notamment des modifications du code douanier, la substitution de certaines certifications par des déclarations (environ 25 000 procédures concernées, soit 15 % du commerce extérieur), la dématérialisation complète des documents douaniers (environ 400 000 opérations annuelles), ainsi que des mesures de facilitation des paiements et d'allègement des contrôles fondés sur une approche par les risques. Le ministère de l'Économie estime à 20 M USD par an les économies potentielles pour le commerce extérieur.

Cette initiative reflète un choix des autorités de traiter la compétitivité par les réformes microéconomiques plutôt que par le levier du taux de change, qu'elles jugent inefficace et générateur d'inflation. Elle s'accompagne d'une ouverture à la concertation avec les acteurs économiques (entreprises, universités, syndicats) et vise à améliorer la formation des prix dans certains secteurs, tout en renforçant la concurrence. En ciblant la réduction des coûts logistiques, l'accélération des procédures et la sécurisation des échanges, ces mesures visent à soutenir l'investissement et la performance des secteurs exposés à la concurrence internationale, dans un contexte d'ouverture commerciale accrue, notamment dans le cadre de l'accord UE-Mercosur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtrésor.gouv.fr